

Une nouvelle centrale nucléaire (?) : OTC

Alors que des figures de proue de l'opposition arménienne accompagnées des anciens leaders du Haut-Karabakh exilés en Arménie se recueillaient le jeudi 19 septembre dans un cimetière militaire de Erevan pour marquer le premier anniversaire de l'offensive fatidique de l'armée azérie qui mit fin au territoire arménien dont les autorités de Bakou devaient prendre entièrement le contrôle en une semaine après en avoir chassé la population autochtone arménienne vers l'Arménie, le gouvernement arménien gardait profil bas et se refusait à commémorer autrement que par un communiqué cette date tragique du calendrier arménien. Le gouvernement arménien n'a organisé aucune cérémonie ni pris part à aucune pour l'occasion et le premier ministre Nikol Pachinian n'a pas dit un mot sur cet anniversaire alors qu'il présidait jeudi la réunion hebdomadaire du conseil des ministres à Erevan. L'Azerbaïdjan avait lancé cette offensive décisive contre le Karabakh le 19 septembre 2023, soit trois ans presque jour pour jour, à une semaine près, après la guerre qu'il avait déclenchée contre le Karabakh, le 27 septembre 1920, avec l'aide de la Turquie, et à laquelle mettra un terme le 9 novembre, après six semaines de combats meurtriers, un accord de cessez-le-feu entre Arméniens et Azéris négocié par le président russe Vladimir Poutine. Les troupes de Bakou, largement supérieures en nombre et en matériel à l'armée de défense arménienne du Karabakh, exsangue et démunie après dix mois de blocus drastique imposé par Bakou et ne pouvant compter sur l'aide ni de l'Arménie, ni de la force de paix russes stationnée dans le territoire depuis près de trois ans, n'ont eu aucune difficulté à s'emparer du territoire, même si les forces arméniennes leur ont courageusement tenu tête pendant 24 heures de combats faisant quelque 200 tués dans chaque camp. Mais face à la menace de génocide que faisait peser l'armée de Bakou sur la population arménienne du Karabakh, les autorités du territoire ont fait le choix de la

reddition, acceptant de démanteler l'armée de défense qui avait garanti, trente années durant, la sécurité de la population face aux provocations militaires répétées de Bakou. En retour, les autorités de Bakou ont mis un terme à leur offensive et ont permis aux quelque 100 000 habitants arméniens qui étaient restés dans la région après la défaite de 2020, de fuir leur terre ancestrale pour se réfugier en Arménie. En deux semaines, la quasi-totalité des Arméniens avait quitté le Karabakh pour l'Arménie en deux semaines. Selon le Comité d'enquête d'Arménie, au moins 198 soldats et 26 civils du Karabakh auraient péri durant ces brefs mais intenses combats. De son côté, le ministère azerbaïdjanais de la défense a admis que 200 soldats auraient péri dans les rangs de l'armée azérie. Dans un communiqué publié jeudi, le ministère arménien des affaires étrangères a désigné l'exode des Arméniens du Karabakh comme "la dernière étape de la politique de nettoyage ethnique" menée par l'Azerbaïdjan. Le communiqué a mentionné "l'attaque militaire de l'Azerbaïdjan" sans pour autant la condamner de manière claire et ferme. Le ministère arménien s'est aussi gardé d'évoquer quelque droit au retour en toute sécurité des Arméniens du Karabakh dans leur patrie, affirmant en lieu et place que Erevan cherchait "à mettre en place immédiatement la paix et des relations" avec l'Azerbaïdjan. Cela n'a toutefois pas été jugé suffisamment conciliant par le ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères qui a dénoncé le communiqué arménien pour sa référence au "nettoyage ethnique" dans le Karabakh. Un porte-parole du ministère a insisté sur le fait que l'offensive azérie visait à "restaurer la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan". Le régime de Bakou n'a pas jugé suffisant non plus la disparition depuis sept mois, du site officiel du ministère arménien des affaires étrangères, de la section consacrée au haut Karabakh. On pouvait y lire que le Karabakh est "partie intégrante de l'Arménie historique", que sa population arménienne indigène doit défendre son droit à l'autodétermination et que l'Azerbaïdjan n'a pas de "légitimité légale, politique ou morale" à restaurer son contrôle sur la région. Ces positions avaient irrité le principal conseiller du président azéri Ilham Aliiev qui s'était plaint de ces références sur les ondes de RFE/RL en février, les inscrivant au nombre de ces déclarations et documents illustrant selon lui la persistance des revendications territoriales arméniennes sur l'Azerbaïdjan, comme la Constitution de l'Arménie, dont Aliiev devait exiger un peu plus tard la modification, comme condition d'un accord de paix arméno-azéri. L'accès au site web du ministère arménien avait été fermé quatre jours après, et ces mentions qui fâchent Bakou ne sont toujours pas visibles depuis, sans explication convaincante du ministère. Le nettoyage ethnique réalisé par Bakou

est toutefois une réalité qui a été rappelée avec force lors des cérémonies commémoratives à Erevan. “Suite aux hostilités, notre peuple a été contraint de quitter sa patrie, et nous garderons toujours dans nos mémoires les noms de ces citoyens dévoués qui ont défendu notre patrie au prix de leurs vies”, a notamment déclaré Samvel Shahramanian, le dernier président du Karabakh en exil en Arménie, dans son discours prononcé au Panthéon militaire Yerablur de Erevan. Shahramanian et d’autres anciens leaders arméniens du Karabakh avaient participé en ces lieux à une messe officinée par le chef en exil du Diocèse de l’Artsakh de l’Eglise apostolique arménienne. Un autre ecclésiastique, l’archevêque Bagrat Galstanian, qui a avait pris la tête d’un mouvement de protestation antigouvernemental ce printemps à Erevan, ainsi que des représentants des principales formations d’opposition de l’Arménie ont eux aussi effectué une visite à Yerablur pour s’y recueillir en hommage à certaines des victimes des combats de septembre 2023 qui y reposent, aux côtés des très nombreuses victimes de la guerre de 2020. Dans leurs allocutions, ils ont une nouvelle fois rendu Pachinian responsable de la perte du Karabakh. L’un des leaders de l’the opposition, Ishkhan Saghatelian, a notamment déclaré que Pachinian avait légitimé “les actions criminelles” de l’Azerbaïdjan en reconnaissant publiquement la souveraineté de l’Azerbaïdjan sur le Karabakh plusieurs mois avant l’offensive finale de Bakou. Le premier ministre arménien n’a cessé de souligner tout au long de l’année que la question du Karabakh était close pour son gouvernement. L’un de ses plus proches alliés politiques, le président du Parlement Alen Simonian, avait déclaré quant à lui au début du mois que Shahramanian et les autres leaders en exil ne pouvaient agir et se poser comme des représentants légitimes des Arméniens du Karabakh car le Karabakh n’est plus une “ entité légale”. Il appartient définitivement à l’Histoire, comme venait de le laisser entendre Pachinian en exaltant une fois encore cette « Arménie réelle » qui serait la priorité de son gouvernement et dont le Karabakh ne fait pas partie, quand il n’en contrarie pas le développement...

Nouvelles d’Arménie Magazine

19 septembre 2024

[Les dirigeants de l’Artsakh marquent le premier anniversaire du 19 \(...\) - Nouvelles d’Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Les dirigeants de l'Artsakh marquent le premier anniversaire du 19 septembre

Les dirigeants de l'Artsakh, menés par le président Samvel Sharamnyan, ont visité le cimetière national de Yerablur à Erevan jeudi pour marquer le premier anniversaire de l'occupation de l'Artsakh par l'Azerbaïdjan et de l'exode forcé de sa population arménienne.

M. Sharamnyan a été rejoint par le président en exercice du Parlement de l'Artsakh, Gagik Baghounts, des législateurs et d'autres représentants officiels, qui ont rendu hommage à ceux qui ont donné leur vie pour la libération et l'indépendance de l'Artsakh.

Un service de requiem a été dirigé par le primat du diocèse d'Artsakh, l'évêque Vrtanes Abrahamyan.

« Ce jour restera dans nos mémoires comme celui où, après dix mois de blocus, puis quatre mois de siège complet, l'Azerbaïdjan a recouru à l'agression militaire, qui a fait des victimes et des blessés. Aujourd'hui, nous avons rendu hommage aux victimes qui ont protégé notre patrie et leurs familles au prix de leur vie », a déclaré M. Sharamanyan aux journalistes.

« Les événements de septembre dernier - les opérations militaires, l'explosion de l'entrepôt de carburant - ont fait des centaines de morts et de blessés, ce qui a eu des conséquences très graves pour nous. À la suite des opérations militaires [de l'Azerbaïdjan], notre population a dû quitter sa patrie », a ajouté M. Shahramanyan.

« Nous nous souviendrons toujours des noms de ces dévots qui ont défendu notre patrie au prix de leur vie, qui ont permis à plus de 100 000 personnes de sortir du blocus, afin d'éviter des conséquences plus difficiles et plus graves pour nous », a-t-il ajouté.

« J'écoute avec une grande douleur ces déclarations, y compris celles de hauts fonctionnaires [arméniens], qui considèrent que nous, le peuple d'Artsakh, sommes des invités en Arménie, qui considèrent que la reconnaissance de l'Artsakh comme faisant partie de l'Azerbaïdjan est la victoire de l'Arménie. Je doute fort que tous les membres du gouvernement arménien pensent de cette

manière et que le peuple arménien le pense aussi », a déclaré M. Shahramanyan, faisant référence au Premier ministre Nikol Pashinyan et aux récentes annonces de son gouvernement qui suggèrent que l'Artsakh n'est plus à l'ordre du jour du gouvernement arménien.

Armenpress

19 septembre 2024

Le Premier ministre reçu par le président de la commission des Affaires étrangères du Bundestag

EREVAN, 19 SEPTEMBRE, ARMENPRESS: Le Premier ministre Nikol Pashinyan a reçu le président de la commission des Affaires étrangères du Bundestag, Michael Roth. Information du service de presse du cabinet du Premier ministre.

Le Premier ministre a salué la visite de Michael Roth en Arménie et a souligné le développement constant et l'expansion de la coopération interparlementaire avec l'Allemagne. Nikol Pashinyan a insisté sur la nécessité de poursuivre le développement de la coopération économique avec l'Allemagne et a noté que les relations bilatérales sont de nature dynamique au cours des dernières années.

Michael Roth a mis l'accent sur la coopération active et étroite avec les collègues du Parlement arménien, ajoutant que cette coopération se déroule également sur des plateformes internationales.

Les interlocuteurs ont également discuté de questions liées aux relations entre l'Arménie et l'Union européenne, ainsi que du déroulement des réformes démocratiques mises en œuvre dans notre pays. Le Premier ministre Pashinyan a souligné que le développement de la démocratie et les réformes démocratiques sont d'une importance stratégique pour le gouvernement de la République d'Arménie, et que les mesures prises dans cette direction auront un caractère cohérent.

Il a également été fait référence aux discussions sur le traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, au processus de délimitation des frontières entre les deux pays, ainsi qu'au projet « Carrefour de la paix » du Gouvernement arménien visant à débloquent les voies de transport régionales. Le Premier ministre a présenté les positions fermes de la partie arménienne sur ces sujets.

Les deux parties ont échangé sur d'autres questions d'importance régionale et internationale.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1200268), original at <https://armenpress.am/fr/article/1200268>

Armenpress

16 septembre 2024

Le Premier ministre Pashinyan voit une chance historique de résoudre le conflit du Caucase du Sud

EREVAN, 16 SEPTEMBRE, ARMENPRESS: Le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan estime qu'il existe une opportunité historique de résoudre le conflit dans le Caucase du Sud et d'établir une paix durable. Il a exprimé cette conviction lors de déclarations conjointes à l'issue de sa rencontre avec son homologue géorgien en Géorgie:

« Je crois sincèrement que nous avons une occasion historique de mettre fin au conflit dans le Caucase du Sud et d'instaurer une paix durable dans notre région. Je suis également convaincu que les bénéficiaires de cette paix ne seront pas seulement l'Arménie et l'Azerbaïdjan, mais aussi la Géorgie, la Turquie et l'Iran », a déclaré M. Pashinyan, qui a précisé qu'en dépit de tous les défis, le

gouvernement arménien poursuivra ses efforts pour rendre possible la paix dans la région.

Le Premier ministre a également salué le rôle du gouvernement géorgien dans la promotion de la stabilité régionale et internationale à travers ses politiques. Pashinyan a ajouté que la vision de l'Arménie est mieux représentée par le projet « Carrefour de la paix », développé par le gouvernement arménien.

Au cours de la réunion avec le Premier ministre de la Géorgie, le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan a présenté les derniers développements dans le processus de normalisation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Au cours de la réunion, le Premier ministre Pashinyan a noté qu'après près de deux ans de négociations, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont mis d'accord sur environ 80 % du texte du traité sur « l'établissement de la paix et des relations interétatiques ». Il a déclaré que l'Arménie a proposé de signer les dispositions convenues du projet avec l'Azerbaïdjan dans un avenir proche, d'établir des relations diplomatiques et de poursuivre les discussions pour résoudre toutes les questions restantes d'importance mutuelle.

« Le déblocage et le fonctionnement complet de toutes les infrastructures économiques et des voies de communication sont d'une importance capitale pour la stabilité et le développement économique de la région, que nous considérons comme l'une des priorités de notre gouvernement », a déclaré le Premier ministre Pashinyan.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1199977), original at <https://armenpress.am/fr/article/1199977>

Nor Haratch

16 septembre 2024

[Commémoration du premier anniversaire de l'épuration ethnique en Artsakh \(Haut-Karabagh\) - Nor Haratch](#)

Commémoration du premier anniversaire de l'épuration ethnique en Artsakh (Haut-Karabagh)



COMMUNIQUE DE PRESSE

Lundi 16 septembre 2024, à Paris

Jeudi 19 septembre 2024, nous commémorerons une tragédie : le premier anniversaire de l'épuration ethnique en Artsakh (Haut-Karabagh).

Il y a tout juste un an, l'Azerbaïdjan a mené une offensive brutale en Artsakh, après avoir imposé un blocus de 10 mois visant à affamer et épuiser la population arménienne locale. Ce blocus a privé les habitants de possibilité de déplacement, de soins médicaux, d'approvisionnement en médicaments, et d'accès à l'énergie, car l'Azerbaïdjan avait coupé l'alimentation en gaz et en électricité. Cette opération inhumaine de l'Azerbaïdjan a isolé totalement la population arménienne du Haut-Karabagh, la soumettant à une extrême précarité et détresse. L'objectif de l'Azerbaïdjan était clair : mettre fin à la présence arménienne dans la région, effaçant ainsi des siècles d'histoire et de culture arménienne.

L'offensive militaire éclair du 19 septembre 2023 a entraîné le **déplacement forcé de plus de 120 000 Arméniens du Haut-Karabagh** en l'espace de quelques jours, les contraignant à abandonner dans la précipitation leurs maisons, leurs biens, leurs fermes, ainsi que leurs terres ancestrales. Le patrimoine arménien a également été la cible de cette politique d'éradication : plusieurs églises, monastères et autres sites historiques ont été détruits, comme en témoignent les images satellites.

Par ailleurs, huit anciens dirigeants de la République d'Artsakh sont toujours détenus dans les prisons de Bakou, sans date de procès. Il s'agit des présidents

Arkadi Ghukasyan, Bako Sahakyan, Arayik Harutyunyan, du ministre d'État Ruben Vardanyan, du président du Parlement Davit Ishkhanyan, du commandant de l'armée de défense Levon Mnatsakanyan, du commandant adjoint de l'armée de défense Davit Manukyan et du ministre des affaires étrangères Davit Babayan.

En plus de ces prisonniers politiques, il ne faut pas oublier les dizaines de prisonniers de guerre arméniens, dont le sort est souvent passé sous silence et qui continuent à subir des conditions de détention difficiles.

« Non seulement ces crimes perpétrés par l'Azerbaïdjan sont restés impunis, mais quelques mois après la première épuration ethnique du XXIème siècle, l'Azerbaïdjan a reçu l'honneur de devenir l'hôte de la COP 29, qui se tiendra à Bakou du 11 au 22 novembre 2024. Il est de notre devoir de rappeler au monde cette tragédie humaine et de renouveler notre engagement pour la justice, la vérité et la paix. » déclare Hovhannès Guévorkian, Représentant du Haut-Karabagh en France.

Aux journalistes qui le souhaitent, Monsieur Guévorkian est à votre disposition pour toute demande d'entretien : representant@artsakh.fr

Pour commémorer le premier anniversaire de l'épuration ethnique en Artsakh, nous vous invitons à participer à une soirée d'information et de sensibilisation en collaboration avec l'Association Destins Liés.

Cette soirée a pour but de revenir sur la situation dramatique au Haut-Karabagh un an après l'épuration ethnique et d'explorer les liens entre droits humains et environnement dans le contexte de la prochaine COP29 prévue à Bakou, en Azerbaïdjan.

Date et heure : Jeudi 19 septembre 2024, 18h30 - 21h00

Lieu : 6 Rue Auguste Gillot, 93200 Saint-Denis (le SAS by GHETTUP)

Lien d'inscription : [ici](#)

Armenpress

19 septembre 2024

Gnel Sanosyan: l'Arménie essaiera de construire une nouvelle centrale nucléaire avant l'expiration de la centrale actuelle

EREVAN, 19 SEPTEMBRE, ARMENPRESS: L'Arménie prévoit de construire une nouvelle centrale nucléaire avant la fin du mandat de l'actuelle, en 2036. La nouvelle centrale devrait avoir une capacité de 400 à 600 MW et sera de taille appropriée pour éviter de dominer le système énergétique du pays, a déclaré le ministre de l'administration territoriale et de l'infrastructure, Gnel Sanosyan, lors du sommet global arménien qui s'est tenu aujourd'hui à Erevan.

Le ministre a souligné le caractère unique de la structure du secteur énergétique arménien : environ 40 % de l'électricité du pays est produite par la centrale nucléaire, environ 30 % par les centrales de cogénération, environ 20 % par les centrales hydroélectriques et environ 10 % par les centrales solaires. M. Sanosyan a noté que la contribution de 10 % de l'énergie solaire est un résultat encourageant par rapport au zéro ou au un pour cent d'il y a quelques années. Cela nous a amenés à la conclusion claire qu'une nouvelle centrale nucléaire devrait être construite.

L'Arménie consomme 800 à 1000 MW d'électricité, et si nous devons construire une centrale nucléaire de 1000 à 1200 MW, l'ensemble du système énergétique en deviendrait dépendant, ce qui présente à la fois des aspects positifs et négatifs », a souligné M. Sanosyan, qui a ajouté que l'exploitation de la centrale nucléaire actuelle devait d'abord être prolongée jusqu'en 2036, et que d'importants travaux étaient déjà en cours pour y parvenir.

Sanosyan a également souligné que le gouvernement continuait d'encourager l'expansion des centrales solaires et que plusieurs projets éoliens prometteurs étaient actuellement en cours de réalisation." Non seulement nous répondons à nos propres besoins énergétiques, mais nous sommes aussi un pays exportateur d'électricité, et nous visons à augmenter le volume de ces exportations. Plus précisément, de grandes lignes de transport d'électricité sont en cours de

construction avec l'Iran, ce qui renforcera la capacité d'exportation d'électricité vers ce pays. En outre, nous avons conclu un accord mutuellement bénéfique avec l'Iran, en vertu duquel le gaz iranien importé en Arménie est converti en électricité, puis exporté vers l'Iran ", a expliqué le ministre.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1200249), original at <https://armenpress.am/fr/article/1200249>

Nouvelles d'Arménie Magazine

17 septembre 2024

[Soirée sur l'Arménie et la COP29 - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Soirée sur l'Arménie et la COP29

Jeudi 19 septembre 2024, nous commémorerons une tragédie : le premier anniversaire de l'épuration ethnique en Artsakh (Haut-Karabagh).

Il y a tout juste un an, l'Azerbaïdjan a mené une offensive brutale en Artsakh, après avoir imposé un blocus de 10 mois visant à affamer et épuiser la population arménienne locale. Ce blocus a privé les habitants de possibilité de déplacement, de soins médicaux, d'approvisionnement en médicaments, et d'accès à l'énergie, car l'Azerbaïdjan avait coupé l'alimentation en gaz et en électricité. Cette opération inhumaine de l'Azerbaïdjan a isolé totalement la population arménienne du Haut-Karabagh, la soumettant à une extrême précarité et détresse. L'objectif de l'Azerbaïdjan était clair : mettre fin à la présence arménienne dans la région, effaçant ainsi des siècles d'histoire et de culture arménienne.

L'offensive militaire éclair du 19 septembre 2023 a entraîné le déplacement forcé de plus de 120 000 Arméniens du Haut-Karabagh en l'espace de quelques jours, les contraignant à abandonner dans la précipitation leurs maisons, leurs biens, leurs fermes, ainsi que leurs terres ancestrales. Le patrimoine arménien a également été la cible de cette politique d'éradication : plusieurs églises, monastères et autres sites historiques ont été détruits, comme en témoignent les images satellites.

Par ailleurs, huit anciens dirigeants de la République d'Artsakh sont toujours détenus dans les prisons de Bakou, sans date de procès. Il s'agit des présidents Arkadi Ghukasyan, Bako Sahakyan, Arayik Harutyunyan, du ministre d'État Ruben Vardanyan, du président du Parlement Davit Ishkhanyan, du commandant de l'armée de défense Levon Mnatsakanyan, du commandant adjoint de l'armée de défense Davit Manukyan et du ministre des affaires étrangères Davit Babayan.

En plus de ces prisonniers politiques, il ne faut pas oublier les dizaines de prisonniers de guerre arméniens, dont le sort est souvent passé sous silence et qui continuent à subir des conditions de détention difficiles.

« Non seulement ces crimes perpétrés par l'Azerbaïdjan sont restés impunis, mais quelques mois après la première épuration ethnique du XXI^e siècle, l'Azerbaïdjan a reçu l'honneur de devenir l'hôte de la COP 29, qui se tiendra à Bakou du 11 au 22 novembre 2024. Il est de notre devoir de rappeler au monde cette tragédie humaine et de renouveler notre engagement pour la justice, la vérité et la paix. » déclare Hovhannès Guévorkian, Représentant du Haut-Karabagh en France.

Pour commémorer le premier anniversaire de l'épuration ethnique en Artsakh, nous vous invitons à participer à une soirée d'information et de sensibilisation en collaboration avec l'Association Destins Liés.

Cette soirée a pour but de revenir sur la situation dramatique au Haut-Karabagh un an après l'épuration ethnique et d'explorer les liens entre droits humains et environnement dans le contexte de la prochaine COP29 prévue à Bakou, en Azerbaïdjan.

Date et heure : Jeudi 19 septembre 2024, 18h30 - 21h00

Lieu : 6 Rue Auguste Gillot, 93200 Saint-Denis (le SAS by GHETTUP)

Lien d'inscription ci dessous

Nouvelles d'Arménie Magazine

17 septembre 2024

[Le fort d'Amberd dans la région d'Aragatsotn est en restauration et des \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le fort d'Amberd dans la région d'Aragatsotn est en restauration et des fouilles de déroulent au château d'Arouch



Les spécialistes du Département de préservation des monuments historiques et culturels du ministère de l'Éducation et de la Culture d'Arménie et du Service des réserves historiques et culturelles, des musées et de la protection de l'environnement historique ont visité les monuments de la région d'Aragatsotn. Dans le cadre de la visite, les spécialistes du ministère ont visité Amberd et le château d'Arouch.

A Amberd, sur arrêté du Ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports d'Arménie, commencent les travaux de réparation et de restauration des parties fragilisées du château.

Les questions concernant l'aménagement du chantier, le déroulement des travaux et les restrictions d'accès au château ont été discutées sur place avec l'archéologue superviseur, l'entrepreneur et les représentants des organismes effectuant le contrôle technique et celui des droits d'auteur.

Les travaux devraient être terminés d'ici 5 à 6 ans. Le coût total estimé des travaux est d'environ 461 millions de drams soit près de 1,2 million d'euros.

Dans le château d'Arouch, les spécialistes ont pris connaissance des résultats des fouilles archéologiques réalisées par l'Institut d'Archéologie et d'Ethnographie, et avec les archéologues du même institut, ils ont visité le site antique souterrain ouvert la veille en raison de l'effondrement de la route rurale qui, selon l'observation préliminaire des archéologues, servait de bassin d'eau.

Le tronçon concerné de la route du village a été fermé pour des raisons de sécurité, le site antique nouvellement ouvert sera étudié plus en détail par l'expédition archéologique du château dans un avenir proche.

Krikor Amirzayan

RUSSIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

20 septembre 2024

[Concurrencé et critiqué, « l'Otan russe » en zone de turbulences - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com/fr/concurrence-et-critique-otn-russe-en-zone-turbulences)

Concurrencé et critiqué, « l'Otan russe » en zone de turbulences

Sur un terrain militaire montagneux d'Asie centrale, les drapeaux de la Russie et de ses alliés de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) flottent. Mais l'absence de soldats arméniens illustre les turbulences que traverse cette alliance chère à Moscou.

Formée en 1992 pour combler le vide sécuritaire laissé par la chute de l'URSS, l'OTSC, parfois surnommée « l'Otan russe », regroupe encore six membres actifs : Russie, Bélarus, Arménie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan.

Mais après trois décennies, cette « structure créée à l'initiative de la Russie pour maintenir son influence dans l'espace post-soviétique (...) a un problème important de compétitivité et de viabilité », explique à l'AFP l'analyste arménien Hakob Badalyan.

Déjà abandonné par l'Azerbaïdjan et la Géorgie en 1999 puis l'Ouzbékistan en 2012, ce bloc sécuritaire est désormais boycotté par l'Arménie, qui accuse Moscou et l'OTSC de l'avoir abandonnée face à l'Azerbaïdjan lors des conflits de 2021 et 2022 pour le contrôle du Nagorny Karabakh.

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian s'est emporté sur le sujet à maintes reprises, si bien que mercredi encore le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a dû assurer que l'OTSC n'était « pas une menace pour la souveraineté de l'Arménie ».

Si la Russie a réussi, depuis l'invasion de l'Ukraine, à éviter l'isolement que l'Occident tente de lui imposer, resserrant ses liens avec des Etats loin de son pré carré (Chine, Inde, Iran, Corée du nord, pays africains etc.), dans l'espace post-soviétique, la réalité est plus nuancée.

- Inaction -

Excepté le Bélarus, aucun voisin de la Russie n'est solidaire de l'assaut russe contre l'Ukraine. Et personne, même à Minsk, ne reconnaît la légitimité des revendications territoriales russes.

En outre, la Russie ne parvient pas à vaincre l'Ukraine et voit maintenant, à Koursk, une partie de son territoire occupé.

Moscou ne semble donc pas en mesure d'être l'arbitre ou le gendarme dans une région où les zones de tensions ne manquent pas, qu'il s'agisse de l'Asie centrale (Kirghizstan-Tadjikistan) ou le Caucase (Arménie-Azerbaïdjan).

Le seul fait d'armes de l'OTSC reste donc l'intervention au Kazakhstan en janvier 2022, juste avant l'invasion de l'Ukraine, de « forces de maintien de la paix », essentiellement russes, pour aider à mettre fin à des émeutes meurtrières et sauvegarder le régime de Kassym-Jomart Tokaïev.

A l'époque, l'organisation et la Russie s'affichaient comme les garants de la stabilité de régimes autoritaires alliés. Un scénario dont la répétition paraît impossible aujourd'hui.

« La Russie, qui combat en Ukraine, dispose de beaucoup moins de ressources pour jouer pleinement son rôle de leader militaro-technique de l'OTSC », résume l'analyste Badalyan.

Pour Vladimir Jarikhine, vice-directeur russe de l'Institut des pays d'ex-URSS, l'OTSC joue encore un rôle de dissuasion pour « assurer la stabilité des pays d'Asie centrale frontaliers de l'Afghanistan », retombé aux mains de talibans et en proie aux attaques du groupe Etat islamique.

« S'il n'y a pas encore eu de conflits sérieux concernant l'Afghanistan et les pays d'Asie centrale, c'est notamment grâce aux bases militaires russes au Tadjikistan et au Kirghizstan », pense-t-il.

Mais l'alliance a de facto essuyé un camouflet, l'Ouzbékistan et le Turkménistan

ignorant depuis 2023 un appel à rejoindre l'OTSC.

- **Concurrence** -

Moscou et Minsk essayent néanmoins de faire contre mauvaise fortune bon cœur.

« En menant ces exercices », au fin fond du Kirghizstan, « nous montrons à la communauté internationale et à tous nos ennemis que nous sommes prêts à affronter toutes les menaces », pavoise à Balykchy Guennadi Lepechko, un responsable bélarusse.

Mais la définition d'« ennemis » diffère entre alliés. Si la Russie voit l'Occident comme une menace existentielle, les Etats centrasiatiques et l'Arménie cherchent eux à approfondir leurs relations avec les Américains et les Européens.

Les pays d'Asie centrale ont accueilli cette semaine le chancelier allemand Olaf Scholz, l'appelant à investir dans les infrastructures énergétiques et de transport pour relier la région à l'Europe en contournant la Russie.

La région se tourne aussi vers l'Orient : le Kazakhstan a ainsi accueilli début septembre des forces spéciales de Turquie, du Qatar et du Pakistan pour des exercices placés sous le signe d'une « amitié sans limites ».

La Chine étend son influence dans le domaine sécuritaire en Asie centrale via des partenariats bilatéraux et l'Organisation de coopération de Shanghai.

La Turquie, qui s'appuie sur une proximité culturelle avec les pays de langues turciques, fournit des armes.

Et en juillet, les Etats d'Asie centrale ont organisé leurs premières manœuvres militaires communes sans Moscou, tandis que l'Arménie accueillait des soldats américains.

Le Kremlin semble sentir la pression. « Le moment est venu d'entamer une large discussion sur un nouveau système de sécurité collective en Eurasie », jugeait en juin Vladimir Poutine. Russie-armée-Chine-Turquie-Kazakhstan-Kirghizstan-Afghanistan,PREV

Par Bruno KALOUAZ

Balykchy (Kirghizstan), 20 sept 2024 (AFP) -

EUROPE - FRANCE

19 septembre 2024

[L'isolement de l'Arménie : Défis et enjeux pour le pays - \(lediplomate.media\)](#)

L'entretien exclusif du Diplomate avec Tigrane Yégavian : L'isolement de l'Arménie

Tigrane Yégavian est chercheur au Centre français sur le renseignement (CF2R). Auteur de *Géopolitique de l'Arménie*, éditions Bibliomonde 2022. Et Co-directeur avec Éric Denécé de l'ouvrage *Haut Karabagh, le Livre Noir*, éditions Ellipses, 2022. Dans un entretien exclusif pour Le Diplomate, il revient sur le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie dans le Haut-Karabakh.

Entretien conduit par Alexandre Aoun

Le Diplomate - Pourquoi le conflit s'est de nouveau envenimé entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie dans le Haut-Karabakh ?

Tigrane Yégavian : Nous avons connu plusieurs degrés de conflictualités. Première conflictualité la guerre de 44 jours en 2020 et puis s'en est suivi une guerre hybride qui s'est traduit par toutes sortes d'harcèlements de politiques visant à rendre le quotidien des Arméniens de l'Artsakh impossible. Il y a des coupures de gaz, il y a des grignotages de territoires, des assassinats ciblés de paysans cultivant leurs champs, et enfin ce blocus qui est une vraie arme de guerre, de novembre dernier jusqu'à la guerre. Ce qui s'est passé le 19 septembre était le coup de grâce.

LD : Vous aviez déclaré il y a quelques temps déjà que la Russie était la seule garante de la sécurité de l'Arménie. Pourquoi aujourd'hui Moscou semble laisser faire l'agression azérie ? Guerre en Ukraine ? Accord tacite avec Ankara ou à cause du pouvoir arménien qui s'entête à toujours se tourner vers les États Unis ?

TY : Cette offensive dans le Haut-Karabagh intervient dans un contexte d'affaiblissement de la Russie et surtout de dépendance accrue vis-à-vis de l'Azerbaïdjan. Effectivement, l'Arménie et la Russie sont censées être des alliés dans le cadre de l'OCTS (Organisation du traité de sécurité collective). Mais , il se trouve que depuis la révolution de velours, il y a une politique de rapprochement entre l'Arménie et l'UE et aussi les Etats-Unis, ce qui irrite considérablement Moscou. Mais la raison du lâchage des Russes, elle n'est pas à chercher dans cette manœuvre arménienne, même si elle n'aide pas, mais surtout dans l'interdépendance croissante de l'Azerbaïdjan, de la Russie et de la Turquie. On peut vraiment parler de coordination russo-turque et russo-azerbaïdjanaise. Puisque la Russie et la Turquie sont dans une coopération compétitive dans le Caucase et s'entendent dans le rejet de l'Occident.

Et aussi parce que la Russie et l'Azerbaïdjan ont conclu un accord de contournement des sanctions internationales contre la Russie via les exportations hydrocarbures qui transitent par le territoire azerbaïdjanais. Donc ça explique à quel point l'Azerbaïdjan pousse à fond ses leviers sur la Russie et que la Russie est prête à lâcher les Arméniens dans un contexte où elle cherche à punir le rapprochement arméno-occidental et la ratification du statut de Rome.

LD : Justement à quoi joue la Turquie d'Erdogan dans ce conflit ?

TY : Comme toujours, la Turquie joue sa partie, elle entend assoir son hégémonie dans son environnement régional direct. Ce qu'elle fait dans le Caucase, c'est un jeu néo-impérial, avec la Russie elle se partage les zones d'influences. Ça s'inscrit dans un échiquier plus large avec ce qui se passe en Syrie et également en Libye. Et la Turquie veut absolument obtenir ce corridor extraterritorial qui passerait par le sud de l'Arménie pour le relier à l'Azerbaïdjan et devenir un hub, une plateforme de transit des hydrocarbures, des armements azerbaïdjanais et turcs mais aussi une plateforme entre la Caspienne et l'Occident. Ce qui compte pour elle, c'est asservir l'Arménie économiquement en en faisant une colonie économique mais aussi en créant une véritable entité territoriale avec l'Azerbaïdjan.

LD : Pourquoi le sort de l'Arménie devrait plus inquiéter les Européens que celui de l'Ukraine ?

TY : Le sort de l'Arménie doit inquiéter les Occidentaux parce que c'est un test

pour nos démocraties, on parle de la seule démocratie dans le Caucase. Donc abandonner la démocratie arménienne sur l'autel de calculs financiers et gaziers, c'est un très mauvais message pour l'Europe en général, ça fera le carburant des extrêmes du national populisme et ça fera de la région un véritable Afghanistan parce qu'on va raser, exterminer toute trace de la chrétienté arménienne, de son patrimoine plurimillénaire. Donc c'est effectivement gravissime ce qui est en train de se jouer dans l'indifférence quasi-générale des opinions occidentales.

On sait très bien qui fait le jeu des agendas occidentaux puisqu'eux aussi ont intérêt à ménager la Turquie.

LD : Et enfin, Israël est en train de soutenir de fait les Azéris et donc un véritable et nouveau génocide d'Arméniens pour des raisons stratégiques (contre l'Iran). Au-delà de la faute hautement morale venant d'un État comme l'État hébreu, n'est-ce pas au final une erreur stratégique à long terme ?

TY : Israël agit de façon extrêmement cynique au nom de la realpolitik. Il faut rappeler que le gouvernement israélien ne reconnaît pas le génocide arménien. Le pouvoir israélien ne s'embarrasse pas d'éthique, ça crée un sentiment extrêmement douloureux auprès de la diaspora arménienne, de l'Arménie. C'est extrêmement dommageable. Israël ne s'en rend pas compte qu'en aidant l'Azerbaïdjan contre le pétrole et contre une base arrière contre l'Iran, elle nourrit aussi la Turquie qui est l'un des soutiens du Hamas, donc c'est un peu l'arroseur arrosé. Il faut que nos amis israéliens soient conscients de la gravité de leurs actes et aussi qu'ils s'interrogent sur le fait qu'ils auront participé effectivement de manière explicite à un nettoyage ethnique et au parachèvement d'un génocide. Il y a une question d'ordre moral qui convient de s'interroger sur ce qu'a fait Israël est irréparable sur le plan la destruction du Haut-Karabagh arménien.

LD : Comment voyez-vous l'issue de ce drame ?

TY : Je suis extrêmement inquiet, on est dans un vide sécuritaire donc il n'y a pas plus de mode de régulation, il n'y a plus d'architecture de sécurité et ce vide sécuritaire va être comblé par l'Iran, la Turquie et la Russie. Donc c'est la compétition des puissances régionales qui ont une stratégie néo-impériale et qui sont engagées dans une lutte pour rétablir des rapports de force. Mais dans cette affaire, ce sont les plus faibles qui vont le payer en l'occurrence l'Arménie. C'est

pourquoi, il faut avoir conscience que l'Arménie traverse les moments les plus critiques de son histoire depuis son indépendance en 1991.

Shares

Nouvelles d'Arménie Magazine

20 septembre 2024

[Reportage sur le Karabakh dans le JT de 20h : in cauda venenum - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Reportage sur le Karabakh dans le JT de 20h : in cauda venenum



Le 20h de France 2 a diffusé hier soir dans sa rubrique « les révélateurFTV » un reportage que ainsi le le microblog X de l'émission : "Un an après leur victoire au Haut-Karabakh, les Azerbaïdjanais ont presque effacé toute trace de la présence des Arméniens dans ce territoire du Caucase."

Ce reportage relate le nettoyage ethnique qu'est en train d'opérer l'Azerbaïdjan sur le territoire du Haut-Karabakh. Un seul bémol, et il est de taille, la fin du reportage explique que pour Aliev, « il s'agit de faire revenir les Azerbaïdjanais qui habitaient le Karabakh jusqu'en 1994 et qu'ils l'ont fui quand l'Arménie l'Arménie s'en est emparée. Près de 700 000 selon l'ONU ». Le venin est dans la queue. Dommage que le commentaire ait juste « oublié » d'indiquer durant la même période, autant d'Arméniens étaient chassés d'Azerbaïdjan (pogroms de Bakou, Soumgaït, Kivovabad etc.). Et oublié accessoirement le génocide de 1915 (1 500 00 morts, un million de réfugiés) dans la continuité duquel Aliev se situe, avec Erdogan, au nom du panturquisme.

Le reportage complet sur le lien plus bas à 00:34:14

par [La rédaction](#) le vendredi 20 septembre 2024

© [armenews.com](#) 2024

Pour aller plus loin... <https://www.francetvinfo.fr/replay-...>

Voir en ligne : <https://www.francetvinfo.fr/replay-...>

Armenpress

17 septembre 2024

L'Arménie promeut l'enseignement du français

EREVAN, 17 SEPTEMBRE, ARMENPRESS. Le ministère arménien de l'éducation, des sciences, de la culture et des sports et l'ambassade de France en Arménie ont signé le 17 septembre un accord sur l'introduction de cours avancés de français dans les lycées, la promotion de l'enseignement du français dans les établissements d'enseignement public et la mise en œuvre d'un projet francophone supplémentaire.

Mme Andreasyan a salué cette initiative. « Je suis heureuse que nous fassions des efforts cohérents avec l'ambassade pour promouvoir la langue française », a-t-elle déclaré, soulignant les réformes en cours dans le secteur de l'éducation publique et l'objectif du ministère d'améliorer les cours de langues étrangères.

Elle a déclaré que le programme permettra d'introduire de nouveaux programmes d'enseignement de la langue française dans les écoles, d'utiliser de nouveaux manuels et matériels, et de développer les compétences des enseignants.

L'ambassadeur de France en Arménie, Olivier Decottignies, a déclaré vouloir

promouvoir la langue française non seulement à Erevan, mais aussi dans d'autres villes.

L'ambassadeur a déclaré que l'adhésion de l'Arménie à l'Organisation internationale de la Francophonie était un pas très bien pensé. Avant les 10e Jeux de la Francophonie prévus en Arménie en 2027, l'ambassadeur a déclaré que l'ambassade soutiendrait l'Arménie dans les questions d'organisation et partagerait son expérience de l'organisation des Jeux olympiques à Paris. Il a déclaré que le Sommet de la Francophonie aurait lieu en France à la fin du mois de septembre. Le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan participera à ce Sommet.

Section

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1200038), original at <https://armenpress.am/fr/article/1200038>

Armenpress

17 septembre 2024

Le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères a visité le Mémorial de Moussa Ler

EREVAN, 16 SEPTEMBRE, ARMENPRESS: Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française, Stéphane Séjourné, a visité le Mémorial de la bataille de Moussa Ler (Moussa Dagh) dans le cadre de sa visite officielle en Arménie.

« En septembre 1915, après 53 jours d'une résistance héroïque, 4 092 Arméniens du Musa Dagh étaient secourus par les marins français de l'amiral Dartige et échappaient au génocide. Nous nous souvenons de ces héros arméniens et français. », a déclaré le ministre français des affaires étrangères dans un message

sur X.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1199953), original at <https://armenpress.am/fr/article/1199953>

Nouvelles d'Arménie Magazine

17 septembre 2024

[La France réaffirme son soutien à l'Arménie - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armennews.com\)](https://armennews.com)

La France réaffirme son soutien à l'Arménie

Le ministre français des affaires étrangères, Stéphane Sejourne, a réaffirmé le soutien de son pays à l'Arménie et aux efforts de son gouvernement pour négocier un accord de paix avec l'Azerbaïdjan lors de sa visite à Erevan lundi.

La relation franco-arménienne « continue de se renforcer » et la France est « déterminée à soutenir ce pays ami dans la défense de sa souveraineté et la recherche de la paix », a déclaré M. Sejourne après s'être entretenu avec le Premier ministre arménien Nikol Pashinian et le ministre des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan.

« Je suis venu exprimer l'amitié, la solidarité et le soutien de la France au gouvernement et au peuple arméniens », a déclaré M. Sejourne lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Mirzoyan. « Malgré les menaces et les tentatives d'intimidation, malgré l'hostilité ouverte de la Russie, malgré tout cela, l'Arménie poursuit son chemin vers la liberté et la démocratie ».

M. Sejourne a cité la « défense » parmi les questions à l'ordre du jour de ses entretiens à Erevan. Il a défendu l'approfondissement des liens militaires entre la France et l'Arménie. Paris les poursuit « sans aucune intention d'escalade », a-t-il déclaré.

Au cours de l'année écoulée, Paris et Erevan ont signé un certain nombre de contrats de défense prévoyant la vente à l'armée arménienne de radars, de systèmes d'artillerie et de défense aérienne à courte portée et de véhicules blindés de transport de troupes fabriqués en France. Cette dernière devrait

notamment recevoir 36 obusiers automoteurs CAESAR d'ici la fin de l'année prochaine.

L'Azerbaïdjan a condamné l'accord sur les obusiers signé en juin comme « une nouvelle preuve des actions provocatrices de la France dans le Caucase du Sud » qui créera un nouveau « foyer de guerre » régional. L'accord a également suscité des critiques de la part de la Russie, alliée de longue date de l'Arménie et de plus en plus éloignée de celle-ci.

Lundi, M. Sejourne a exhorté Bakou à répondre au désir d'Erevan de signer rapidement un accord de paix qui engagerait les deux nations du Caucase du Sud à reconnaître les frontières soviétiques de l'autre.

« L'Arménie veut la paix, la France veut la paix, la communauté internationale veut la paix, et comme l'Azerbaïdjan accueillera bientôt le sommet de la COP 29, il lui incombe de montrer qu'il souhaite sincèrement parvenir à cette paix avant la COP 29 », a-t-il déclaré.

Le ministre français a semblé soutenir les offres répétées d'Erevan de signer un accord intérimaire qui contiendrait la grande majorité des articles d'un projet de traité de paix arméno-azerbaïdjanais pleinement accepté par les deux parties.

« Encore une fois, nous sommes prêts à signer dès que possible l'accord de paix, le texte qui a déjà été convenu entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie », a déclaré M. Mirzoyan lors de la conférence de presse conjointe avec son homologue français.

Bakou a rejeté ces offres à plusieurs reprises et a subordonné la signature d'un accord de paix à une modification de la constitution arménienne qui, selon elle, contient des revendications territoriales à l'égard de l'Azerbaïdjan.

USA

Nouvelles d'Arménie Magazine

17 septembre 2024

[Blinken parle à Aliev après avoir parlé à Pachinian - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Blinken parle à Aliev après avoir parlé à Pachinian

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliev aurait réitéré ses préconditions en vue d'un traité de paix avec l'Arménie lors d'un entretien téléphonique avec le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken lundi 16 septembre. Quatre jours avant, Blinken avait parlé au téléphone avec le premier ministre arménien Nikol Pachinian. Ces entretiens téléphoniques séparés ont donné lieu à des comptes-rendus similaires du Département d'Etat américain. "Le Secrétaire d'Etat Antony J. Blinken s'est entretenu aujourd'hui avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliev et a réaffirmé l'importance d'une paix durable et digne entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie", indique Matthew Miller, le porte-parole du Département d'Etat. Blinken a aussi "salué les récents progrès entre les parties, y compris l'accord sur une régulation de la délimitation de la frontière", a ajouté Miller, sans fournir plus de détails de leur discussion relative au processus de paix arméno-azéri. Selon les agences de presse azéries, Aliev aurait dit à Blinken, comme il l'a souligné à maintes reprises, que la paix était déjà instaurée dans la région grâce aux "nouvelles réalités" créées par l'Azerbaïdjan. Dans ce contexte, il a une nouvelle fois demandé que l'Arménie modifie sa Constitution et accepte la dissolution du Groupe de Minsk de l'OSCE qui avait été mis en place au début des années 1990 en vue de parvenir à un règlement du conflit du Karabakh. Aliev et d'autres hauts responsables azéris conditionnent depuis des mois la signature d'un traité de paix avec l'Arménie au changement par celle-ci de sa Constitution selon les termes voulus par Bakou. Aliev aurait insisté déjà sur une telle précondition dans une précédente conversation téléphonique avec Blinken en juin. Le chef de la diplomatie américaine avait déclaré à l'époque que le conflit arméno-azéri devrait être réglé "sans délai". Les ministres des affaires étrangères des deux Etats du Sud Caucase n'avaient fait aucune avancée lors de leurs pourparlers sous l'égide de Blinken à Washington en juillet. Pachinian avait rappelé à Blinken jeudi la proposition qu'il avait énoncée à deux reprises la semaine dernière concernant la signature d'un accord de paix provisoire avec l'Azerbaïdjan qui laisserait en suspens les quelques articles encore litigieux. Bakou persiste à rejeter un tel compromis. Dans le même temps, le ministre français démissionnaire des affaires étrangères Stéphane Séjourné, effectuait une visite officielle à Erevan lundi pour réaffirmer le soutien de la France à l'Arménie. Erevan recevait aussi la visite du

vice-premier ministre russe Alexeï Overtchouk, qui s'emploiera, sans grand succès, à convaincre la partie arménienne de la justesse des arguments avancés par la Russie pour soutenir la création d'un corridor reliant l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan via le sud de l'Arménie. En se rendant à Bakou en août, le président russe avait semblé appuyer la position de Bakou sur la question, au grand dam de l'Arménie et de l'Iran, résolument hostile à un tel axe qui porterait atteinte à la frontière arméno-iranienne, comme Téhéran le rappellera fermement à Moscou.

Nouvelles d'Arménie Magazine

17 septembre 2024

[Washington continue de soutenir les efforts d'Erevan et de Bakou pour \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Washington continue de soutenir les efforts d'Erevan et de Bakou pour parvenir à un accord de paix

Washington est toujours à la recherche d'opportunités pour une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, a déclaré le porte-parole du Département d'État américain Matthew Miller lors d'un point de presse, répondant à la question de savoir si le secrétaire d'État américain Anthony Blinken espérait organiser une autre réunion à New York, rappelant que Blinken a eu des conversations téléphoniques avec l'Arménie avec le Premier ministre Nikol Pashinyan et le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev.

Miller a souligné que Washington continue de soutenir les efforts d'Erevan et de Bakou pour parvenir à un accord de paix stable et digne.

"Ils ont fait des progrès significatifs vers la finalisation d'un accord de paix, et

nous nous engageons à soutenir les parties de toutes les manières possibles, y compris en convoquant une réunion si cela s'avère utile", a déclaré Miller.

Erevan et Bakou ont annoncé qu'ils étaient parvenus à un dénominateur commun sur environ 80 pour cent de l'accord de paix. Récemment, lors de la conférence « Dialogue d'Erevan », le Premier ministre Nikol Pashinyan a réaffirmé sa volonté de signer le texte actuellement convenu du traité de paix et de laisser les questions non réglées pour l'avenir. Bakou a rejeté cette proposition de Pashinyan. L'Azerbaïdjan considère la question de la modification de la Constitution arménienne comme une condition préalable à la signature de l'accord, et l'Arménie qualifie cette demande de Bakou de tentative d'ingérence dans ses affaires intérieures

TURQUIE-AZERBAÏDJAN

Nouvelles d'Arménie Magazine

17 septembre 2024

[Bakou évoque une nouvelle fois le « Corridor de Zangezour » - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Bakou évoque une nouvelle fois le « Corridor de Zangezour »



Ne respectant aucun point de la déclaration du 10 novembre 2020, devenue invalide, Bakou demande pourtant à l'Arménie de respecter le neuvième point de cette déclaration et d'assurer la connexion avec le Nakhitchevan. La demande correspondante a été exprimée par le chef du service de presse du ministère des Affaires étrangères, Aykhan Hajizade, dans une interview avec Report.

Interrogé sur la situation concernant le projet du « Corridor de Zangezour », le responsable a déclaré que « *l'Azerbaïdjan continue de mettre en œuvre d'importants projets d'infrastructures et de transports dans les territoires libérés de l'occupation. Au cours des quatre dernières années, Yerevan n'a fait qu'essayer d'entraver le processus. En tenant compte de cela, l'Azerbaïdjan a également envisagé d'autres moyens d'ouvrir les communications. Par exemple, l'Azerbaïdjan a signé un accord sur la construction d'une route et d'une voie ferrée traversant le territoire iranien, qui assureront une liaison directe avec la République autonome du Nakhitchevan.*

Le travail accompli au cours de ces années prouvera que l'Azerbaïdjan, contrairement à l'Arménie, apporte une contribution significative au développement des corridors de transport dans la région ».

Selon lui, « *si la partie arménienne est réellement intéressée par l'ouverture des communications dans la région, elle doit remplir ses obligations ».*

Alors même que tant la Russie que l'Azerbaïdjan avaient reconnu que dans les accords du 9 novembre 2020 il n'était aucunement fait référence au « *Corridor de Zangezour* », Bakou continue pourtant de réitérer cette demande unilatérale.

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

16 septembre 2024

[The Sunday Times : Les otages Arméniens sont torturés à un demi-miles de la \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

The Sunday Times : Les otages Arméniens sont torturés à un demi-miles du cours de Formule 1

à Bakou

Si vous faites partie de ceux qui regardent le Grand Prix de Formule 1 à Bakou, prenez un moment pour réfléchir à ce qui va suivre. A un demi-mille des coureurs acérés comme des rasoirs, dans la capitale de l'Azerbaïdjan se trouve le siège des services de sécurité du pays, dans ses cellules, parmi de nombreux autres prisonniers politiques, sont torturés des représentants de l'ancien gouvernement arménien du Haut-Karabagh.

C'est ainsi que le chroniqueur et écrivain Dominic Lawson a commencé son article dans le journal britannique « The Sunday Times ».

« Le Grand Prix de Formule 1 se déroule juste sous l'oreille des otages Arméniens. Ils sont illégalement retenus en otages à Bakou depuis septembre de l'année dernière, après que l'Azerbaïdjan a envahi le territoire contesté et les a capturés quelques jours plus tard. En tout cas, on suppose que les dirigeants Arméniens (dont les trois anciens présidents du Haut-Karabakh) s'y trouvent », a écrit Dominic Lawson.

Il a ajouté que le directeur de Liberty Media, Greg Maffei (Liberty Media détient les activités de Formule 1), a critiqué la tenue de cette course de Formule 1 à Bakou, soulignant que de tels événements avaient lieu dans « des endroits comme Bakou, étaient d'énormes sommes d'argent pour avoir le privilège de faire du "lavage sportif" ».

L'auteur de l'article fait également référence à la conférence annuelle des Nations Unies sur le changement climatique, la COP29, qui se tiendra à Bakou en novembre. « *Ilham Aliev, qui a hérité de son père le poste de président de l'Azerbaïdjan en 2003 et a ensuite nommé son épouse vice-présidente, est le dernier exemple en date de la manière dont les États autocratiques producteurs de pétrole cachent leur hypocrisie. la lutte contre le changement climatique : Aliev a l'audace d'annoncer qu'il sera « La COP de la Paix » ».*

Lawson rappelle les paroles d'Ilham Aliev « *Les réserves de pétrole et de gaz de l'Azerbaïdjan sont un « cadeau des dieux » »*, tout en soulignant que l'opportunité commerciale créée à la suite de la guerre russo-ukrainienne était aussi un cadeau pour Bakou. « *Bakou est venu combler le vide apparu en Europe après l'abandon du gaz russe »*, a-t-il déclaré, rappelant la visite de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen à Bakou et considérant Bakou comme un « *partenaire énergétique important* ».

L'auteur établit notamment des comparaisons entre les discours officiels de l'Empire ottoman, avant le génocide, et ceux du gouvernement actuel de l'Azerbaïdjan. Il cite Ilham Aliev « *L'Arménie n'a jamais été présente dans cette région auparavant. L'Arménie actuelle est notre terre* ».

Selon Lawson, l'Azerbaïdjan a également réussi à gagner l'amour des politiciens de Westminster, dont certains sont ouvertement engagés dans la propagande pro-azerbaïdjanaise pendant la guerre de 2020, trois députés britanniques ont signé la semaine dernière une lettre appelant au patron de la « *Formule 1* » de « *cesser de permettre à des régimes comme l'Azerbaïdjan de nettoyer leurs crimes par le sport* ».

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

17 septembre 2024

[Bakou ne signera pas l'accord de paix dans la version proposée par l'Arménie \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Bakou ne signera pas l'accord de paix dans la version proposée par l'Arménie et exige des modifications dans la Constitution de l'Arménie



Officiellement l'Azerbaïdjan considère qu'il est inacceptable de signer un traité de paix avec l'Arménie alors que seulement 80 % de son texte a été accepté.

Déclaration du service de presse du ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, Aykhan Hajizade, rapportée par les médias du pays.

« La partie arménienne propose de signer un accord de paix basé sur les dispositions actuellement convenues. Toutefois, la partie azerbaïdjanaise considère cette approche comme inacceptable et l'a déclaré à plusieurs reprises. Il existe une règle selon laquelle un document n'est pas considéré comme convenu tant que tous ses points n'ont pas été convenus. On peut seulement dire qu'à l'heure actuelle, environ 80 % des dispositions du document ont été approuvées. Mais il n'est pas possible d'exclure simplement les points en désaccord », a déclaré Hajizade, ajoutant que pour la stabilité de l'accord de paix, il est nécessaire de clarifier les questions problématiques qui restent ouvertes.

Hajizade a rappelé la même idée débattue, à laquelle les autorités de l'Arménie ont répondu à plusieurs reprises à différents niveaux.

En particulier, selon le porte-parole du ministère azéri des Affaires étrangères, pour signer le projet d'accord, l'Arménie doit tout d'abord apporter les modifications appropriées à sa Constitution, qui aurait actuellement des revendications territoriales contre l'Azerbaïdjan.

« Tant que l'Arménie n'exclut pas ces revendications de sa législation, il ne peut être question de paix entre les deux pays », a conclu Hajizadeh.

Le traité de paix entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie ne sera pas signé avant la COP29 contrairement à la promesse de Bakou...

Krikor Amirzayan

AUSTRALIE

Nor Haratch

17 septembre 2024

[AUSTRALIE - Le génocide des Arméniens, des Assyriens et des Grecs perpétré par l'Empire ottoman sera enseigné dans les écoles de Nouvell-Galles du Sud - Nor Haratch](#)

AUSTRALIE - Le génocide des Arméniens, des Assyriens et des Grecs perpétré par l'Empire ottoman sera enseigné dans les écoles de Nouvelle-Galles du Sud



Famille grecque pontique avant le génocide. Photo : Archives Neos Kosmos

Cela fait suite à une motion adoptée par le Conseil législatif de la Nouvelle-Galles du Sud et à une lettre cosignée par plus de 25 universitaires demandant l'inclusion dans le programme

À partir de 2027, les élèves de la 7^e à la 10^e année de Nouvelle-Galles du Sud apprendront les efforts humanitaires de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande pendant la Première Guerre mondiale qui ont sauvé les survivants des génocides des Arméniens, Assyriens et Grecs.

L'inclusion dans le programme a été portée à la connaissance du Comité national arménien d'Australie dans une lettre officielle envoyée par la ministre de l'Éducation de l'État, Prue Car, une semaine avant la publication officielle du programme d'histoire par la NSW Education Standards Authority (NESA).

Le nouveau programme d'études de base comprend une section dans laquelle les enseignants donneront des cours sur « Les groupes, individus, idées, croyances, pratiques et événements importants en Australie : la construction d'une nation - de la Fédération à la Première Guerre mondiale », qui comprend « L'action civique et la réponse humanitaire de l'Australie pendant la Première Guerre mondiale ».

Cette initiative fondamentale a été saluée par la Joint Justice Initiative (JJI), le groupe de défense des trois communautés œuvrant pour la reconnaissance parlementaire des génocides des Arméniens, des Assyriens et des Hellènes depuis sa création en mars 2020.

Les membres de l'Institut australien d'études sur l'Holocauste et le génocide (AIHGS) - dont le professeur Peter Stanley et Vicken Babkenian, co-auteurs de « Australia-Armenia & the Great War » - font partie de la cohorte de chercheurs qui ont contribué aux efforts de reconnaissance, en rendant public le lien de l'ANZAC

avec le sauvetage des Arméniens, des Assyriens et des Hellènes autochtones d'Anatolie et de Mésopotamie au milieu du génocide.

« C'est le début d'une nouvelle ère dans la quête de la reconnaissance du génocide, où la sensibilisation et l'éducation joueront un rôle central », a déclaré le directeur exécutif du Comité national arménien d'Australie, Michael Kolokossian, dans un communiqué.

« En veillant à ce que les générations futures soient informées de l'action humanitaire menée pendant les génocides de 1915, nous dotons également les élèves des connaissances nécessaires pour lutter contre les atrocités futures. »

Dans un communiqué annonçant la nouvelle, le JJI et l'AIHGS se sont engagés à développer le matériel nécessaire pour les salles de classe australiennes.

La décision sur la mise en œuvre du nouveau programme, prévue pour l'année scolaire 2027, a été précédée d'une motion adoptée à l'unanimité au Conseil législatif de Nouvelle-Galles du Sud appelant à un enseignement obligatoire du génocide des Arméniens, Assyriens et Grecs et de la création d'un musée, ainsi que d'une lettre cosignée par plus de 25 universitaires.